

## Évolutions macroéconomiques et financières récentes

Les mesures de confinement mises en place pour limiter la propagation de la pandémie de COVID-19 ont retardé la dynamique de croissance de la Guinée-Bissau. En 2020, le PIB réel s'est contracté de 2,8 %, inversant une accélération constante depuis 2015, inférieur aux 4,5 % enregistrés en 2019. Ce taux est le plus bas depuis le coup d'État de 2012, où l'économie s'était contractée de 2,0 %. L'économie bissau-guinéenne, basée sur l'agriculture, dépend des exportations de noix de cajou, qui ont été le principal facteur à l'origine de ce retournement de la croissance. En effet, les mesures de quarantaine et la fermeture des frontières dues à la pandémie ont provoqué la baisse des prix et des ventes de noix de cajou. Le choc de l'offre sur les prix des produits de première nécessité, conséquence de la pandémie, a entraîné un taux d'inflation de 1,9 % en 2020, qui reste toutefois inférieur au critère de convergence de 3 % de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Le déficit budgétaire s'est creusé jusqu'à 7,8 % du PIB en 2020, contre 4,6 % en 2019, du fait de la crise qu'a connue le commerce de la noix de cajou, source importante de revenus. Les restrictions commerciales ont également aggravé le déficit du compte courant, qui en 2020 est de 11,4 % du PIB, contre 8,5 % en 2019, et 1,6 % en 2018.

## Perspectives et risques

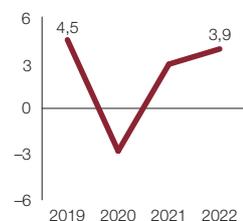
La croissance devrait rebondir à 2,9 % en 2021 et à 3,9 % en 2022, grâce à la vaccination contre la COVID-19 à grande échelle et une reprise des activités commerciales. La stabilité politique sera cruciale pour attirer les investissements et

stimuler l'engagement du secteur privé. L'inflation devrait rester stable, à 2 % en 2021 et 1,9 % en 2022. Une légère amélioration devrait se produire tant au niveau du déficit budgétaire — 5,3 % du PIB en 2021 et 4,6 % en 2022 — qu'au niveau de la balance des opérations courantes, qui serait déficitaire de 4,4 % pour 2021 et 2022.

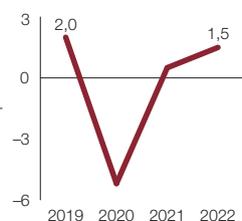
## Questions et options de financement

La Guinée-Bissau dispose d'une marge de manœuvre budgétaire très limitée pour réagir de manière anticyclique à un ralentissement économique et doit réorienter ses dépenses vers les services de santé publique essentiels. La situation de la dette publique s'est rapidement détériorée, avec une forte augmentation jusqu'à 69 % du PIB fin 2019 contre 50,9 % du PIB en 2018. La dette extérieure s'élevait à 25 % du PIB fin 2019, contre 12 % du PIB en 2018. L'impact de la pandémie sur les finances publiques risque d'accroître encore l'endettement du pays, et entraîner davantage de pression sur la viabilité de sa dette. Les derniers audits de la dette intérieure indiquent que les arriérés accumulés de 1974 à 1999 s'élevaient à 14,3 milliards de FCFA (1,7 % du PIB) tandis que ceux de 2000 à 2007 totalisent 88,7 milliards de FCFA (10 % du PIB). En ce qui concerne la dette extérieure, les institutions financières internationales en sont les principaux créanciers. Pour augmenter les recettes intérieures, il est nécessaire de veiller à mieux gérer la politique fiscale et de renforcer le cadre fiscal national. Le ratio des recettes fiscales au PIB de la Guinée-Bissau, estimé à 9,4 %, est inférieur à la moyenne de l'UEMOA, qui est de 15 %.

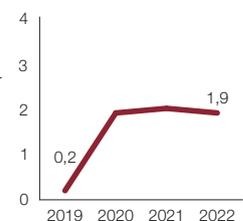
Taux de croissance du PIB réel (%)



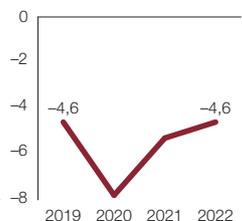
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



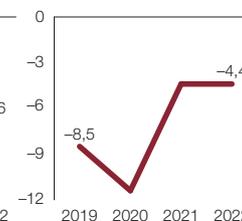
Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.